



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2549

Texte de la question

SACCAGE DU BUREAU DU MAIRE DE MONTÉLIMAR

M. le président. La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Franck Reynier. Monsieur le président, mes chers collègues, la réforme des retraites est nécessaire et juste (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) : nécessaire, parce qu'elle permet le retour à l'équilibre de nos régimes de retraite ; juste, parce que les efforts sont partagés, puisque les personnes qui ont commencé à travailler jeunes et celles dont la santé est altérée en raison de leur travail sont ménagées.

Soyez lucides : nous ne sommes pas seuls au monde. Nous sommes en Europe où tous les pays, y compris ceux dirigés par les sociaux-démocrates, ont engagé des réformes pour augmenter progressivement l'âge d'ouverture des droits à la retraite. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) L'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas et, aujourd'hui, le Royaume-Uni ont engagé des processus qui visent à passer de soixante-cinq à soixante-sept ans !

Je conçois et respecte le fait que nous ne soyons pas tous d'accord avec le projet présenté par le Gouvernement ; c'est ainsi que fonctionne une démocratie. Néanmoins, cela ne permet pas tout. Les valeurs de notre République et, au-delà, notre pacte républicain ne peuvent pas être foulés aux pieds.

Vous parlez d'un mouvement pacifique, monsieur Ayrault, mais dans quel monde vivez-vous ? Hier, des voyous ont saccagé mon bureau à l'hôtel de ville de Montélimar (*Huées sur les bancs du groupe UMP*), notre maison commune de la République, en menaçant et en insultant le personnel municipal qui y travaillait. Les républicains qui composent cette assemblée ne peuvent que condamner ces actes !

Comme vous l'avez rappelé, monsieur le Premier ministre, chacun doit mesurer la portée de ses déclarations et de ses actes. Hier, Mme Royal, au nom du parti socialiste, a redit que les jeunes n'étaient ni manipulés ni instrumentalisés. Pourtant certains se sont joints à ce saccage. Belle démonstration d'irresponsabilité ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique.

M. Georges Tron, *secrétaire d'État chargé de la fonction publique*. Monsieur le député-maire de Montélimar, je ne vois pas comment, dans cet hémicycle, il pourrait y avoir un seul d'entre vous, quel que soit le banc sur lequel il siège, qui ne s'associe pas totalement aux paroles que vous venez de prononcer ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Non !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Je ne vois pas tellement comment un seul d'entre vous, républicain élu ici, pourrait ne pas condamner des actes qui conduisent à saccager une mairie !

M. Maxime Gremetz. Provocateur !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Je ne vois pas comment un seul d'entre vous pourrait trouver la moindre excuse à ce qui s'est passé hier !

Je veux bien comprendre que l'on prononce quelques paroles qui, parfois, dépassent la pensée et qui conduisent à des mouvements de manifestation dans la rue. En revanche, sur la forme, il est totalement inacceptable que des actes de violence de cette nature se produisent. Une fois qu'on les a condamnés ensemble - et je crois que nous pouvons le faire, mesdames, messieurs de l'opposition - la vraie question est la suivante : oui ou non le dispositif proposé au Parlement bénéficiera-t-il demain aux jeunes ? (" Non ! Non ! sur

les bancs des groupes SRC et GDR.)

La réponse est évidemment " oui " ! (*Vives protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) La réponse est " oui " pour plusieurs raisons (*Mêmes mouvements.*)

Les propositions fiscales - le bombardement fiscal - du parti socialiste finiront, en effet, inéluctablement par toucher, demain, les classes moyennes, donc les jeunes ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

La réponse est " oui " (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) parce que, s'il se produit, demain, une autre crise, il y aura, à l'évidence, un effondrement des recettes et les pensions ne seront plus versées ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Enfin, la réponse est " oui " tout simplement, mesdames, messieurs de l'opposition, parce que, comme nous ne sommes pas parvenus, aujourd'hui, à consolider notre système de répartition et que nous le faisons par cette loi, nous empruntons sur les marchés. (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Plusieurs députés du groupe SRC. La CADES !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Vous parlez de la CADES, mais c'est vous qui l'alimentez par les emprunts que vous nous obligez à faire ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. C'est vous !

M. Georges Tron, *secrétaire d'État*. Nous prenons nos responsabilités ! (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) C'est précisément pour cela que nous allons modifier les mesures d'âge et c'est ainsi que nous arriverons à équilibrer notre système par répartition ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Franck Reynier](#)

Circonscription : Drôme (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2549

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Fonction publique (II)

Ministère attributaire : Fonction publique (II)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 octobre 2010